

ACTION URGENTE

CHINE. UNE OÙÏGHOURSOUFFRE DE DÉPRESSION

Hankezi Zikeli est incarcérée dans un centre de « transformation par l'éducation » à Ürümqi, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, et souffrirait de dépression. Hankezi Zikeli est l'une des tantes de Gulchehra Hoja, une journaliste qui vit à Washington, et l'un des 25 membres de la famille de cette journaliste qui sont détenus depuis janvier 2018. Ces personnes ne sont pas autorisées à consulter un avocat, aussi, il est fort à craindre qu'elles ne soient soumises à des actes de torture ou à d'autres formes de mauvais traitements.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Secrétaire du Parti communiste
de la région autonome ouïghoure du Xinjiang,
Chen Quanguo
479 Zhongshan Lu
Wulumuqi Shi, Xinjiang
Chine*

Monsieur le Secrétaire,

Hankezi Zikeli, 64 ans, a développé une dépression après avoir été incarcérée dans un centre de « transformation par l'éducation » à Ürümqi en février 2018. Cette femme est l'une des tantes de Gulchehra Hoja, une journaliste du service ouïghour de Radio Free Asia établie à Washington, et l'un des 25 membres de la famille de cette journaliste qui sont maintenant détenus depuis plus d'un an.

Selon un membre de sa famille résidant dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, qui en a été informé par un membre de la police locale, Hankezi Zikeli n'a pas parlé depuis plusieurs mois et garde les yeux fixés sur le plafond toute la journée.

Gulchehra Hoja a appris au début de l'année 2018 que ses proches avaient tous été incarcérés dans des centres de « transformation par l'éducation » situés à Ürümqi et à Yili, au Xinjiang, après qu'un lien eut été établi entre eux et un groupe WeChat auquel elle participait. Outre ces informations préoccupantes au sujet de sa tante Hankezi Zikeli, Gulchehra Hoja n'a aucune nouvelle récente de son frère Kaiser Keyum et d'autres membres de sa famille.

Je suis extrêmement préoccupé-e pour la sécurité des membres de la famille d'Hankezi Zikeli et de Gulchehra Hoja dans les établissements où ils sont détenus, car ces personnes ne sont pas autorisées à consulter un avocat de leur choix ni à avoir des contacts avec leur famille, et risquent par conséquent d'être soumises à des actes de torture ou à d'autres formes de mauvais traitements.

En conséquence, je vous prie instamment :

- de libérer immédiatement et sans condition Hankezi Zikeli, ainsi que tous les autres membres de la famille de Gulchehra Hoja, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables tendant à prouver qu'ils ont commis une infraction reconnue par le droit international, et qu'ils ne soient jugés dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité ;*
- de veiller à ce que Hankezi Zikeli et les autres membres de la famille de Gulchehra Hoja ne soient pas soumis à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements, et puissent régulièrement et sans restriction consulter un avocat de leur choix et communiquer avec d'autres personnes, notamment avec leurs proches, y compris ceux qui vivent à l'étranger, et ce sans ingérence, à moins que cela ne soit justifié au regard du droit international relatif aux droits humains.*

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Gulchehra Hoja a animé une émission de télévision pour enfants dans les années 1990, avant de travailler à Xinjiang TV. C'est l'une des plus célèbres journalistes ouïghour.e.s. Elle s'est ensuite installée aux États-Unis où, depuis 18 ans, elle travaille au service ouïghour de *Radio Free Asia*, l'un des rares médias à fournir, en toute indépendance, des actualités sur la situation dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Dans cette région, il est extrêmement difficile de travailler de manière indépendante dans le domaine de l'information, et les autorités imposent de nombreuses restrictions aux journalistes étrangers et les harcèlent. Selon le rapport 2017 du *Foreign Correspondents' Club of China (FCCC)* sur les conditions de travail en Chine, 73 % (contre 42 % en 2016) des correspondants étrangers ayant répondu au questionnaire du FCCC et qui se sont rendus dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang en 2017 se sont entendus dire par des représentants de l'État ou des membres des forces de sécurité que les activités journalistiques étaient interdites ou soumises à des restrictions.

Le 28 février 2018, le *Washington Post* a signalé que trois autres journalistes du service ouïghour de *Radio Free Asia* étaient dans la même situation que Gulchehra Hoja, car des membres de leur famille dans le Xinjiang avaient fait l'objet de placements en détention qui constituaient manifestement une forme de représailles contre ces journalistes établis à l'étranger. Les parents de Gulchehra Hoja figuraient parmi les membres de sa famille qui ont été arrêtés. Ils ont été libérés peu de temps après, en mars 2018, mais restent sous surveillance.

Les Ouïghours et les autres minorités ethniques majoritairement musulmanes de la région sont depuis longtemps la cible de violations de leurs droits fondamentaux, notamment du droit à la liberté de religion et d'association. Cependant, depuis au moins un an, les autorités se sont lancées dans une répression sans précédent à leur encontre. Elles ont recours à divers moyens, notamment la détention arbitraire généralisée, la surveillance technologique, des patrouilles de rue lourdement armées, des postes de contrôle et tout un arsenal de politiques intrusives qui bafouent les droits humains.

Il a été signalé à maintes reprises que, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, les autorités chinoises contournent les garanties de procédure accordées par le droit chinois aux prévenus accusés d'infractions pénales. De nombreux détenus ouïghours sont privés d'avocat et, outre le recours massif à la détention administrative, il semblerait que la police soit autorisée à certains endroits à condamner directement des personnes à des peines d'emprisonnement, sans passer par les tribunaux.

Selon des témoignages et des informations recueillis par Amnesty International et d'après des organes de presse, les autorités, au printemps 2017, ont commencé à arrêter des Ouïghours en grand nombre dans toute la région et à les envoyer dans des centres de détention administrative ou à les condamner à de lourdes peines de prison. Cette répression concerne non seulement les Ouïghours mais aussi d'autres groupes ethniques à majorité musulmane, comme les Kazakhs et les Kirghizes.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : chinois, anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 1^{er} MAI 2019.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Hankezi Zikeli (elle)

Voir : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/7964/2018/fr/>